



Thibault BAZIN

Député de Meurthe-et-Moselle
Conseiller départemental

Lunéville, le 7 octobre 2019

Communiqué du député LR Thibault Bazin sur le projet de budget pour 2020

Le budget 2020 a été présenté par le gouvernement.

Son examen commence cette semaine en commission à l'assemblée nationale.

Il s'agit d'un budget en 3D : déficit, dette et dépense publics

1. Le Déficit de la France en 2020, 93 Md €, sera le double de la moyenne de la zone euro avec 2,2% du PIB contre 0,9% pour nos voisins européens.

Le déficit en 2020 sera 2,5 fois plus élevé que celui annoncé par le gouvernement en avril 2018.

Ce sera surtout la faible baisse du déficit depuis 2010.

L'objectif d'équilibre en 2022 a été totalement abandonné.

2. La Dette de la France continue d'augmenter, contrairement à 23 pays de la zone euro qui se désendettent.

Nous allons emprunter 205 milliards en 2020.

La dette française dépasse 2300 Md €.

Les très faibles taux d'intérêt sauvent les apparences jusqu'à présent.

3. Nous aurons le plus haut niveau de dépense publique en Europe en 2020 : 53,6% du PIB, contre 46,8% en moyenne en Europe.

En 3 ans (2017/2020), la dette publique a augmenté de 190 Md €, les dépenses publiques ont augmenté de 68 Md € et le déficit de l'Etat lui-même, de 25 Md €.

Ce 3ème budget de la présidence MACRON est celui des renoncements : à la maîtrise de la dépense publique, à la réduction du déficit public et au désendettement du pays.

Heureusement que les taux d'intérêt sont faibles et que la croissance mondiale est au rendez-vous. Sinon la note serait plus salée.

Malgré cette bonne conjoncture, le gouvernement n'en profite pas pour assainir nos finances publiques.

Permanence parlementaire de Thibault BAZIN

17, rue Sadi Carnot – 54300 LUNEVILLE – Port : 06 70 70 25 13

Mail : geoffrey.meresse-volleaux@clb-an.fr



Les baisses apparentes d'impôts annoncées en grande pompe par le gouvernement sont abondamment financées par la dette, ce qui se traduira en impôts demain.

Et si on regarde de plus près le projet de budget, les recettes d'impôts sur le revenu vont en réalité progresser de 3 Md €, les recettes d'impôts sur les sociétés de 16,4 Md €. Les entreprises sont ainsi les grandes perdantes de ce budget.

En fait, l'Etat reprend en partie d'une main ce qu'il a donné de l'autre !

À cela s'ajoute un jeu de dupe sur la désindexation des retraites. 1/3 des pensions de retraites resteront sous-indexées pour la 2eme année de suite (elles augmenteront deux fois moins que les prix à la consommation).

Plus inquiétant, le gouvernement s'obstine dans sa logique d'une écologie punitive, injuste et brutale pour les automobilistes.

La leçon de la crise du mouvement des gilets jaunes ne semble pas avoir été tirée.

Les montants à acquitter au titre du malus automobile seront ainsi en forte augmentation au 1er janvier 2020 : l'acheteur d'une Renault Twingo devra déboursier 75€ au titre du malus, contre 0€ en 2019.

Au lieu de cette politique budgétaire sans vision à long terme et sans réformes structurelles, il vaudrait mieux maîtriser nos finances publiques pour permettre une baisse réelle des impôts et taxes, et ainsi une hausse durable du pouvoir d'achat.

Au lieu de s'endetter pour financer le fonctionnement du pays, il vaudrait miser davantage sur l'investissement public stratégique.

Au lieu de continuer à pénaliser une partie des classes moyennes, il vaudrait mieux mener une véritable politique familiale car les familles représentent l'avenir de notre pays.